

**RAPPORT N° 2024/2-13
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 28 mars 2024**

OBJET :

**PROCÉDURE DE RÉSILIATION DU MARCHÉ DE TRANSPORTS SCOLAIRES DES ELEVES DU LOT W DE
SAINTE-SUZANNE AVEC LA SOCIETE AUTOCARS DES MASCAREIGNES (ADM).**

Dans le cadre de la compétence de la CINOR pour l'organisation et la gestion des transports scolaires, de nouveaux marchés de nouveaux de transport scolaire sur la commune de Sainte-Suzanne (lots T, U, V et W) ont été conclus pour assurer la continuité du service public à la rentrée d'août 2022.

Pour le lot W, conformément à la décision d'attribution de la Commission d'appel d'Offre et par décision du Bureau Communautaire du 30 juin 2022, le marché a été passé avec la société Autocars des Mascareignes dénommé ADM de la manière suivante :

- **LOT W :** Secteurs de Bagatelle, Pointe Canal, Bassin Boeuf. Le transport est effectué au moyen de 5 véhicules de 54 places minimum et 61 places maximum. Le marché pour le lot W a été attribué pour un montant de 1 350 000€ H.T sur les 6 années scolaires à compter de la rentrée d'Aout 2022 et a été notifié à la société Autocars des Mascareignes (ADM) le 21 juillet 2022..

Par courrier en date du 08 février 2024, la société ADM a été mise en demeure de transmettre à la CINOR avant le 26 février 2024 en application des dispositions de l'article D.8222-5 du Code du Travail et de l'article L2143-8 du Code de la Commande Publique, l'attestation de fourniture des **déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale** prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de six mois**.

Par courrier en date du 26 février 2024, la société ADM a informé la CINOR qu'elle a été radiée le 24 janvier 2024 à tort par le greffe du tribunal et qu'elle a été informé seulement le 1^{er} février 2024. A ce titre, la société ADM a sollicité la CINOR pour lui accorder un délai supplémentaire pour la transmission de l'attestation de vigilance, le temps de la mise jour des sites dédiés.

La société ADM a été dans l'incapacité de transmettre l'attestation de vigilance. Elle n'a pas déféré à la mise en demeure. Par conséquent, le Bureau Communautaire est amené à se prononcer sur la procédure de résiliation aux torts exclusifs de la société ADM pour le lot W et dans l'affirmative, une notification de cette décision ainsi que la confirmation de la date de prise d'effet de la résiliation seront adressées par la suite à la société ADM.

Pour précision, en 2023, la société nous a transmis des attestations de vigilance en février 2023 (document signé par l'Ursaaf le 29 octobre 2022) et le 05 juillet 2023 signés par l'Ursaaf et par le service des impôts.

Par ailleurs, des éléments nouveaux ont été apportés par le titulaire et celui signale l'existence d'un accord sur un moratoire installé avec L'URSAFF, et fait état d'un accompagnement du SGAR sur l'évolution de cette situation.

En application de l'article 34.5 du CCAG FCS, la notification du décompte [de résiliation] par le pouvoir adjudicateur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Enfin, cette résiliation pourra s'accompagner d'une exécution aux frais et risques de la société ADM (article V.5 du CCP) : *« Conformément aux dispositions de l'article 36.1 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur pourra le cas échéant faire application de la sanction coercitive d'exécution de la prestation aux frais et risques lorsque les conditions seront réunies ».*

Compte-tenu des délais réglementaires nécessaires pour une nouvelle procédure d'Appels d'Offres en vue d'attribuer un nouveau marché pour la période de la rentrée d'août 2024 jusqu'à la fin de l'année scolaire 2027-2028 (juillet 2028), dans un premier temps un marché à procédure adaptée sera lancé pour assurer le transport scolaire de mai 2024 à juillet 2024.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Autoriser le Président à résilier pour faute le marché de transport scolaire des élèves de Sainte-Suzanne (lot W) attribué à la société Autocars Des Mascareignes, avec exécution de la prestation à ses frais et risques. La résiliation du lot W prendra effet à compter du 30 avril 2024, sauf si l'attestation de vigilance est remise avant le 22 avril 2024, dernier délai accordé au titulaire pour la sauvegarde des relations contractuelles.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL

Le Président
Maurice GIRONCEL

C.I.N.O.R
Communauté
Intercommunale
du Nord
de la Réunion
Département de la Réunion

**DECISION N° 2024/2-13
du Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 28 mars 2024**

**PROCÉDURE DE RÉSILIATION DU MARCHÉ DE TRANSPORTS SCOLAIRES DES ELEVES DU LOT W DE
SAINTE-SUZANNE AVEC LA SOCIETE AUTOCARS DES MASCAREIGNES (ADM).**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 le fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/2-13 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-13-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024

ARTICLE 1

D'autoriser le Président à résilier pour faute le marché de transport scolaire des élèves de Sainte-Suzanne (lot W) attribué à la société Autocars Des Mascareignes, avec exécution de la prestation à ses frais et risques. La résiliation du lot W prendra effet à compter du 30 avril 2024, sauf si l'attestation de vigilance est remise avant le 22 avril 2024, dernier délai accordé au titulaire pour la sauvegarde des relations contractuelles.

Nombre de votants : 13 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 03 AVR 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

Le Président
Maurice GIRONCEL

